



Communiqué

CAE publie ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2020 et annonce une hausse de son dividende de 10 %

- Produits des activités ordinaires de 825,6 millions \$, contre 722,0 millions \$ l'an dernier
- RPA de 0,23 \$ (0,24 \$ avant les éléments particuliers⁽¹⁾), contre 0,26 \$ l'an dernier
- Prises de commandes⁽²⁾ de 940,8 millions \$, soit un ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽²⁾ de 1,14 et un carnet de commandes⁽²⁾ de 9,4 milliards \$
- Approbation par le conseil d'administration d'une hausse de 10 % du dividende trimestriel, qui passe de 0,10 \$ à 0,11 \$ par action
- Présentation des résultats de l'exercice en cours selon la norme IFRS 16

Montréal (Canada), le 14 août 2019 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE publie aujourd'hui ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 825,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 722,0 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est chiffré à 61,5 millions \$ (0,23 \$ par action) pour le premier trimestre, comparativement à 69,4 millions \$ (0,26 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net avant les éléments particuliers⁽³⁾ s'est élevé à 63,2 millions \$ (0,24 \$ par action) pour le premier trimestre de l'exercice 2020.

Le résultat opérationnel sectoriel⁽⁴⁾ s'est élevé à 110,9 millions \$ (13,4 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre, comparativement à 98,5 millions \$ (13,6 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers⁽⁵⁾ s'est établi à 113,3 millions \$ (13,7 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2020. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« L'exercice s'est ouvert en force pour CAE, avec une croissance de 14 % des revenus, une hausse de 15 % du résultat opérationnel et des commandes de plus de 940 millions \$ pour un carnet de commandes de 9,4 milliards \$ », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « C'est le secteur Civil qui a affiché la meilleure performance, comme en témoignent la croissance de 29 % de son résultat opérationnel et le maintien de la demande vigoureuse pour les solutions de formation innovantes de CAE. L'intégration de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier progresse à un rythme satisfaisant, et nous avons conclu des contrats de formation à long terme avec des compagnies aériennes comme LATAM, SAS et Air Europa. Le secteur Défense a affiché une forte croissance de son chiffre d'affaires et une baisse de son résultat opérationnel, ce qui traduit la variabilité d'un trimestre à l'autre et la croissance du bénéfice généralement plus importante au second semestre de l'exercice. Le marché du secteur Défense demeure vigoureux, plus de 4,2 milliards \$ de soumissions et d'offres étant en attente d'une décision de clients. Dans le secteur Santé, le dynamisme des revenus tirés des nouveaux produits et l'expansion des effectifs de vente se sont poursuivis au premier trimestre. D'ici la clôture de l'exercice, les perspectives de croissance annuelles de CAE demeurent inchangées. Conformément à nos priorités quant à l'affectation du capital et à nos prévisions positives à long terme, je suis heureux d'annoncer que le conseil d'administration de CAE a approuvé une hausse de 0,01 \$ ou de 10 % de son dividende trimestriel, qui passe à 0,11 \$ par action, et ce, à partir du 30 septembre 2019. Il s'agit de la neuvième hausse consécutive du dividende de CAE en autant d'années. »

Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles et les montants par action)

	T1-2020	T1-2019	Écart en %
Produits des activités ordinaires	825,6 \$	722,0 \$	14 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	110,9 \$	98,5 \$	13 %
<i>Marges opérationnelles</i>	13,4 %	13,6 %	
ROS avant les éléments particuliers	113,3 \$	98,5 \$	15 %
<i>Marges opérationnelles avant les éléments particuliers</i>	13,7 %	13,6 %	
Résultat net	63,0 \$	71,6 \$	(12) %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	61,5 \$	69,4 \$	(11) %
Résultat par action (RPA)	0,23 \$	0,26 \$	(12) %
Résultat net avant les éléments particuliers	63,2 \$	69,4 \$	(9) %
RPA avant les éléments particuliers	0,24 \$	0,26 \$	(8) %
Carnet de commandes total	9 362,2 \$	8 046,3 \$	16 %

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se sont chiffrés à 477,6 millions \$ pour le premier trimestre, une hausse de 11 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 98,6 millions \$ (20,6 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 78,3 millions \$ (18,2 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Pour le premier trimestre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 101,0 millions \$ (21,1 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 29 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'utilisation ⁽⁶⁾ des centres de formation du secteur Civil s'est fixé à 76 % ce trimestre.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 693,8 millions \$, y compris des contrats de formation des pilotes de plusieurs années avec des compagnies aériennes, dont LATAM, SAS et Air Europa, ainsi qu'un nouveau contrat de 5 ans pour la formation des pilotes avec AirAsia Philippines, mettant en vedette le système de formation de pointe guidé par les données CAE Rise^{MC}. Le secteur Civil a vendu neuf simulateurs de vol (FFS) au cours du trimestre, dont trois pour le Boeing 737MAX à Southwest Airlines, un pour l'Airbus 330 à Korean Air, et un pour le Boeing 787 à Hawaiian Airlines.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,45 pour le trimestre et à 1,54 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait 5,1 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats — Solutions de formation pour l'aviation civile

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES et les FFS déployés)

	T1-2020	T1-2019	Écart en %
Produits des activités ordinaires	477,6 \$	430,9 \$	11 %
Résultat opérationnel sectoriel	98,6 \$	78,3 \$	26 %
<i>Marges opérationnelles</i>	20,6 %	18,2 %	
ROS avant les éléments particuliers	101,0 \$	78,3 \$	29 %
<i>Marges opérationnelles avant les éléments particuliers</i>	21,1 %	18,2 %	
Carnet de commandes total	5 090,3 \$	4 148,2 \$	23 %
Nombre équivalent de simulateurs (unités NES) ⁽⁷⁾	242	213	14 %
FFS déployés	294	260	13 %

Défense et sécurité (Défense)

Pour le premier trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont chiffrés à 320,5 millions \$, une hausse de 19 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 15,1 millions \$ (4,7 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 30 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, ce qui traduit la variabilité d'un trimestre à l'autre et la croissance du bénéfice généralement plus importante au second semestre de l'exercice.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes d'une valeur de 219,5 millions \$, y compris des contrats avec Lockheed Martin visant des simulateurs de C-130J pour la U.S. Air Force et la U.S. Marine Corps. Parmi les importants contrats remportés, notons aussi un contrat de L-3 MAS pour continuer de fournir du soutien en service sur l'appareil CF-18 de l'Aviation royale canadienne et des contrats de mise à niveau des simulateurs pour les appareils allemands Eurofighter et Tornado. Nous avons également obtenu de nouveaux contrats pour dispenser des solutions de formation navale dans le cadre du programme Navires de combat de surface canadiens et pour effectuer des mises à niveau du système d'entraînement à la guerre maritime de la marine suédoise.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 0,68 pour le trimestre et à 0,83 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrats). Le carnet de commandes du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 4,3 milliards \$ à la fin du trimestre. Le marché du secteur Défense demeure vigoureux, plus de 4,2 milliards \$ de soumissions et d'offres étant en attente d'une décision de clients.

Sommaire des résultats — Défense et sécurité

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2020	T1-2019	<i>Écart en %</i>
Produits des activités ordinaires	320,5 \$	268,3 \$	19 %
Résultat opérationnel sectoriel	15,1 \$	21,5 \$	(30) %
<i>Marges opérationnelles</i>	4,7 %	8,0 %	
Carnet de commandes total	4 271,9 \$	3 898,1 \$	10 %

Santé

Pour le premier trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont chiffrés à 27,5 millions \$, comparativement à 22,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, et le résultat opérationnel sectoriel a correspondu à une perte de 2,8 millions \$, comparativement à une perte de 1,3 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Le secteur Santé a annoncé un nouveau Centre d'excellence CAE pour la formation fondée sur la simulation à ESPA-Montréal, le premier partenariat entre l'éducation en soins de santé et l'industrie conçu dans le but d'améliorer les soins aux patients au Québec (Canada). Par ailleurs, au cours du trimestre, le secteur Santé a livré un simulateur personnalisé à Baylis Medical à l'intention des médecins pour soutenir ses systèmes cardiovasculaires de ponction transseptale. Il a également collaboré avec l'Association canadienne des écoles de sciences infirmières pour élaborer un module de didacticiels à l'intention des élèves infirmiers utilisant le mannequin CAE Juno.

Sommaire des résultats — Santé

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2020	T1-2019	<i>Écart en %</i>
Produits des activités ordinaires	27,5 \$	22,8 \$	21 %
Perte opérationnelle sectorielle	(2,8) \$	(1,3) \$	(115) %
<i>Marges opérationnelles</i>	— %	— %	

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles ⁽⁸⁾ ont affiché une valeur négative de 102,1 millions \$ pour le trimestre, comparativement à une valeur négative de 85,8 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. La baisse des flux de trésorerie disponibles s'explique essentiellement par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancé en partie par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et par la diminution des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance. CAE enregistre habituellement un niveau d'investissement plus élevé dans le fonds de roulement hors trésorerie au cours de la première moitié de l'exercice et observe souvent une inversion d'une partie de cet investissement au cours de la seconde moitié.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 13,0 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 17 %, par rapport à 13 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition est attribuable à l'incidence de contrôles fiscaux au Canada pour l'exercice précédent, neutralisée en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Pour le trimestre, le montant net des charges financières a totalisé 34,9 millions \$, en hausse de 18,9 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2019, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des intérêts sur la dette à long terme attribuable à l'émission de billets non garantis de premier rang au quatrième trimestre de l'exercice 2019 pour financer l'acquisition de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier (BBAT) et par l'augmentation des charges d'intérêt sur les obligations locatives par suite de l'adoption d'IFRS 16.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance ⁽⁹⁾ ont totalisé 89,0 millions \$ ce trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette ⁽¹⁰⁾ était de 2 312,7 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital ⁽¹¹⁾ était de 49,4 %, comparativement à une dette nette de 1 882,2 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital de 43,9 % à la fin du trimestre précédent. Abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16, la dette nette se serait établie à 2 058,4 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un ratio de la dette nette sur le capital de 46,3 %.

Le rendement du capital utilisé (RCU) ⁽¹²⁾ s'est établi à 11,9 % pour le trimestre, contre 12,6 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent, avant les éléments particuliers. Abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16, le RCU avant les éléments particuliers se serait fixé à 12,0 % ce trimestre.

CAE versera un dividende de 0,11 \$ par action le 30 septembre 2019 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 13 septembre 2019 à la fermeture des bureaux.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, CAE a racheté et annulé 58 131 actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au prix moyen pondéré de 34,41 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 2,0 millions \$.

Perspectives de la direction inchangées pour l'exercice 2020

Les principaux marchés de CAE bénéficient de la croissance à long terme et CAE prévoit continuer de dépasser la croissance constante du marché au cours de l'exercice 2020. Dans le secteur Civil, la Société prévoit tirer parti du dynamisme au sein du marché de la formation, en augmentant sa part de marché et en établissant de nouveaux partenariats avec ses clients grâce à ses solutions de formation innovatrices. Dans le secteur Civil, la Société prévoit générer une croissance du résultat opérationnel se situant dans les hauts 20 % grâce à une demande soutenue pour ses solutions de formation, y compris le maintien d'une part de marché importante de la vente de FFS, mais aussi grâce à l'intégration de l'acquisition récente de la division BAT de Bombardier. Du côté du secteur Défense, la Société prévoit un taux de croissance à un chiffre entre la partie médiane et supérieure de la fourchette, étant donné qu'elle livre ses commandes en carnet et continue à remporter des occasions d'affaires dans un marché très fort. CAE s'attend à ce que le secteur Santé connaisse une croissance à deux chiffres grâce à son nouveau leadership, à ses effectifs de vente accrus et à la poursuite du lancement de produits innovateurs. Le financement des occasions de croissance demeure la principale priorité de CAE en matière d'affectation des capitaux et continue d'être stimulé et soutenu par l'impartition croissante de la formation des clients dans ses grands marchés principaux. CAE met l'accent sur les investissements en capitaux qui offrent une croissance durable et rentable et des rendements croissants, et qui appuient sa stratégie d'être reconnue mondialement comme le partenaire de choix en formation. CAE prévoit actuellement que les dépenses en immobilisations annuelles totales augmenteront légèrement (entre 10 et 15 %, au cours de l'exercice 2020), principalement pour répondre à la demande croissante de services de formation de ses clients actuels et pour conclure de nouveaux contrats à long terme avec eux. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché qui sont positives, sur la réceptivité de ses clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les importantes hypothèses formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion du trimestre et dans le rapport de gestion de l'exercice 2019 de CAE.

Responsabilité sociale d'entreprise

CAE crée une valeur soutenue pour ses clients, actionnaires et employés. Les produits et les services de CAE rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent les forces de défense prêtes pour leurs missions et aident les professionnels de la santé à sauver des vies – noble mission qui fait la fierté des plus de 10 000 employés de CAE dans le monde. À titre de plus importante société de formation mondiale à desservir le secteur de l'aviation civile et de seule société à être entièrement centrée sur la formation pour l'aviation, CAE est résolument axée sur le client et l'innovation. CAE joue également un rôle important dans le développement des talents dans son secteur d'activité. « Moins de 5 % des pilotes à l'échelle mondiale sont des femmes, et le secteur aura besoin de 300 000 nouveaux pilotes au cours des dix prochaines années », a expliqué Marc Parent. « En tant que chef de file de la formation dans le secteur de l'aviation, nous avons à cœur de nous assurer que l'industrie a accès à tous les talents disponibles. Entre autres initiatives prometteuses, CAE a lancé les bourses Femmes pilotes aux commandes afin d'encourager davantage de femmes à devenir pilotes ». Le soutien des talents est l'une des principales priorités de CAE, et la Société s'efforce continuellement d'être un employeur de choix en suscitant et maintenant l'intérêt des meilleurs candidats. CAE a notamment lancé une initiative de diversité et d'inclusion visant d'abord et avant tout à corriger le déséquilibre des genres. Ce programme permet aux femmes de CAE de réaliser leur plein potentiel en tant que partenaires égales des hommes sur le marché du travail et d'être en mesure de saisir toutes les possibilités d'avancement. CAE a été sélectionnée par le Bloomberg Gender-Equality Index de 2019, qui souligne l'engagement en faveur de la transparence quant aux rapports sur les genres en milieu de travail de 230 entreprises pionnières à l'échelle mondiale.

Le rapport complet de CAE est disponible ici : [Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale d'entreprise pour 2019](#).

IFRS 16 – Contrats de location

À partir du 1^{er} avril 2019, CAE a adopté la norme IFRS 16 — *Contrats de location*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. La principale incidence de la norme IFRS 16 pour CAE est la constatation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Il en résulte une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. Les résultats financiers présentés dans le communiqué de presse pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ne reflètent pas les modifications comptables requises par la norme IFRS 16 puisque la Société a adopté la norme le 1^{er} avril 2019 en utilisant la méthode rétrospective modifiée. Pour de plus amples renseignements, y compris sur les incidences prévues de la transition à la norme IFRS 16, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires du trimestre clos le 30 juin 2019.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à l'adresse www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2019 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur [SEDAR \(www.sedar.com\)](http://www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T1 de l'exercice 2020

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE ; Sonya Branco, vice-présidente, Finances, et chef de la direction financière ; et Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h 30 (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 10 000 employés et 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 220 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense, dont plus de 135 000 pilotes, et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Certaines déclarations énoncées dans ce communiqué sont des déclarations de nature prospective. Cela inclut, sans s'y limiter, toute déclaration liée à notre orientation financière pour l'exercice 2020 (y compris les produits des activités ordinaires, les investissements en capital et les marges) et toute autre déclaration qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs décrivent des attentes, des plans, des résultats ou des stratégies futurs et contiennent normalement des termes comme « croire », « attendre », « anticiper », « planifier », « avoir l'intention », « continuer », « estimer », « pouvoir », « devoir », « stratégie », « futur » et d'autres expressions semblables. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les développements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, car il existe un risque que ceux-ci soient inexacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 14 août 2019 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf si la loi l'exige, nous déclinons toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué de presse sont expressément visées par la présente mise en garde. Sauf indication contraire, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels non récurrents ou autres, ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 14 août 2019. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2020 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins. La valeur des investissements en capital prévus qui devraient être effectués par CAE au cours de l'exercice 2020 laisse croire qu'ils le seront conformément à notre plan annuel actuel. Toutefois, nous ne pouvons assurer que de tels niveaux d'investissement seront maintenus de sorte que la valeur des investissements en capital actuels effectués par CAE durant cette période pourrait différer considérablement de nos attentes actuelles.

Importantes hypothèses

Un certain nombre d'hypothèses économiques, opérationnelles, financières et du marché ont été formulées par CAE dans l'élaboration de ses énoncés prospectifs pour l'exercice 2020 et au-delà qui figurent dans ce communiqué, y compris, mais sans se limiter à certaines hypothèses économiques et du marché comme : croissance économique modeste et taux d'intérêt stables au cours de l'exercice 2020 ; un niveau soutenu de concurrence dans les marchés Civil, Défense et Santé ; aucun changement des réglementations qui touchent notre entreprise ayant des conséquences importantes financières, opérationnelles ou concurrentielles ; et un marché de la défense qui continue d'être positif.

Hypothèses concernant nos activités

Un certain nombre d'hypothèses concernant les activités de CAE ont également été formulées dans l'élaboration des énoncés prospectifs pour l'exercice 2020 et au-delà contenus dans le présent communiqué de presse, y compris, sans toutefois s'y limiter, le maintien de la part de marché dominante de CAE dans la vente de simulateurs civils, les prix, la livraison des produits aux clients et la capacité de CAE à accroître sa part de marché en formation.

Les hypothèses suivantes, bien qu'elles soient jugées raisonnables par CAE le 14 août 2019, peuvent s'avérer inexactes. Ainsi, nos résultats actuels peuvent différer considérablement des attentes établies dans ce communiqué.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que nos hypothèses et nos estimations soient inexactes et que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs, y compris notre orientation financière et les perspectives de la direction pour l'exercice 2020, sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2019 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponibles au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponibles au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2019 est également disponible au www.cae.com. L'élaboration de nos énoncés prospectifs, y compris notre capacité à atteindre nos objectifs financiers et de gestion pour l'exercice 2020, dépend essentiellement du rendement de notre entreprise qui est assujéti à plusieurs risques. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile et peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

⁽¹⁾ Le résultat par action (RPA) avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces autres profits, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

⁽²⁾ Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires ;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement ;

- Pour le secteur Santé, les commandes sont habituellement converties en produits des activités ordinaires dans les 12 mois ; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent combien de commandes nous avons reçues, que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté.
- Le carnet de commandes des coentreprises est constitué de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes reçues par nos coentreprises, mais qui n'ont pas encore été exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées, telle qu'elle est décrite ci-dessus.
- Les commandes non financées sont des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est retirée des commandes non financées et des options.

⁽³⁾ Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure alternative à nos résultats opérationnels. Nous le calculons en ajoutant à notre résultat net attribuable aux actionnaires de la Société provenant des activités poursuivies, les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, d'acquisition et les autres gains et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments non récurrents. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

⁽⁴⁾ Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration liés aux programmes d'envergure ne découlant pas de transactions stratégiques importantes.

⁽⁵⁾ En outre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers élimine les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

⁽⁶⁾ Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Civil. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

⁽⁷⁾ Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

⁽⁸⁾ Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

⁽⁹⁾ Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

⁽¹⁰⁾ La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien s'élève notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

⁽¹¹⁾ Le ratio de la dette nette sur le capital représente la dette nette, divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

⁽¹²⁾ Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, veuillez vous reporter au rapport de gestion de CAE déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Média :

Hélène V. Gagnon, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, 1-514-340-5536, helene.v.gagnon@cae.com

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2019	31 mars 2019
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	322,0 \$	446,1 \$
Créances clients et autres débiteurs	535,5	496,0
Actifs sur contrat	546,1	523,5
Stocks	590,2	537,0
Acomptes	57,3	57,4
Impôt sur le résultat à recouvrer	40,5	33,6
Actifs financiers dérivés	31,0	19,3
Total de l'actif courant	2 122,6 \$	2 112,9 \$
Immobilisations corporelles	1 968,7	2 149,3
Actifs au titre de droits d'utilisation	402,7	—
Immobilisations incorporelles	2 028,5	2 027,9
Participations mises en équivalence	309,9	312,1
Actifs d'impôt différé	70,4	71,0
Actifs financiers dérivés	15,5	12,8
Autres actifs	494,0	479,5
Total de l'actif	7 412,3 \$	7 165,5 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	797,7 \$	883,8 \$
Provisions	24,3	28,7
Impôt sur le résultat à payer	22,5	25,7
Passifs sur contrat	717,8	670,2
Partie courante de la dette à long terme	199,1	264,1
Passifs financiers dérivés	8,4	17,0
Total du passif courant	1 769,8 \$	1 889,5 \$
Provisions	27,3	36,3
Dette à long terme	2 435,6	2 064,2
Obligations relatives aux redevances	139,9	136,2
Obligations au titre des avantages du personnel	260,2	212,6
Profits différés et autres passifs	265,4	267,0
Passifs d'impôt différé	146,6	147,0
Passifs financiers dérivés	1,4	2,7
Total du passif	5 046,2 \$	4 755,5 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	666,8 \$	649,6 \$
Surplus d'apport	26,6	24,8
Cumul des autres éléments du résultat global	162,5	199,0
Résultats non distribués	1 431,3	1 457,9
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 287,2 \$	2 331,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	78,9	78,7
Total des capitaux propres	2 366,1 \$	2 410,0 \$
Total du passif et des capitaux propres	7 412,3 \$	7 165,5 \$

État consolidé du résultat net

(Non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2019	2018
Produits des activités ordinaires	825,6 \$	722,0 \$
Coût des ventes	581,9	503,3
Marge brute	243,7 \$	218,7 \$
Frais de recherche et de développement	31,9	31,3
Frais de vente, généraux et d'administration	113,3	102,7
Autres profits – montant net	(0,3)	(5,2)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(12,1)	(8,6)
Résultat opérationnel	110,9 \$	98,5 \$
Charges financières – montant net	34,9	16,0
Résultat avant impôt sur le résultat	76,0 \$	82,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat	13,0	10,9
Résultat net	63,0 \$	71,6 \$
Attribuable aux:		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	61,5 \$	69,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,5	2,2
Résultat par action attribuable		
aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
De base et dilué	0,23 \$	0,26 \$

État consolidé du résultat global

(Non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2019	2018
Résultat net	63,0 \$	71,6 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net		
Différence de conversion liée aux établissements à l'étranger	(69,3) \$	(20,8) \$
Reclassement au résultat net de différence de conversion	(1,9)	(3,3)
Gains (pertes) des couvertures de flux de trésorerie – montant net	12,5	(8,4)
Reclassement au résultat net des couvertures de flux de trésorerie	(0,7)	2,4
Gains (pertes) d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	22,5	(9,7)
Impôt sur le résultat	(0,8)	3,9
	(37,7) \$	(35,9) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net		
Réévaluations des régimes de pension à prestations définies	(43,6) \$	4,2 \$
Variation nette des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global	(0,1)	–
Impôt sur le résultat	11,5	(1,1)
	(32,2) \$	3,1 \$
Autres éléments du résultat global	(69,9) \$	(32,8) \$
Total du résultat global	(6,9) \$	38,8 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(7,1) \$	34,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,2	4,6

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeurs attribuées	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<i>Trimestres clos le 30 juin 2019</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens,</i> <i>sauf les nombres d'actions)</i>								
Soldes à l'ouverture de la période	265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	199,0 \$	1 457,9 \$	2 331,3 \$	78,7 \$	2 410,0 \$
Impact lié à l'adoption d'IFRS 16	—	—	—	—	(27,5)	(27,5)	—	(27,5)
Soldes au 1 avril 2019	265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	199,0 \$	1 430,4 \$	2 303,8 \$	78,7 \$	2 382,5 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	61,5 \$	61,5 \$	1,5 \$	63,0 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(36,5)	(32,1)	(68,6)	(1,3)	(69,9)
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(36,5) \$	29,4 \$	(7,1) \$	0,2 \$	(6,9) \$
Options sur actions exercées	833 180	16,2	(1,9)	—	—	14,3	—	14,3
Achat facultatif au comptant d'actions	408	—	—	—	—	—	—	—
Actions ordinaires rachetées et annulées	(58 131)	(0,1)	—	—	(1,9)	(2,0)	—	(2,0)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	3,7	—	—	3,7	—	3,7
Dividendes en actions	30 420	1,1	—	—	(1,1)	—	—	—
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(25,5)	(25,5)	—	(25,5)
Soldes à la clôture de la période	266 253 480	666,8 \$	26,6 \$	162,5 \$	1 431,3 \$	2 287,2 \$	78,9 \$	2 366,1 \$
(Non audité)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							
<i>Trimestres clos le 30 juin 2018</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens,</i> <i>sauf les nombres d'actions)</i>	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeurs attribuées	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Soldes à l'ouverture de la période	267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	69,4 \$	69,4 \$	2,2 \$	71,6 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(38,3)	3,1	(35,2)	2,4	(32,8)
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(38,3) \$	72,5 \$	34,2 \$	4,6 \$	38,8 \$
Options sur actions exercées	313 350	5,5	(0,7)	—	—	4,8	—	4,8
Achat facultatif au comptant d'actions	647	—	—	—	—	—	—	—
Actions ordinaires rachetées et annulées	(267 100)	(0,6)	—	—	(5,9)	(6,5)	—	(6,5)
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	4,1	—	—	4,1	—	4,1
Dividendes en actions	35 566	1,0	—	—	(1,0)	—	—	—
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(23,1)	(23,1)	—	(23,1)
Soldes à la clôture de la période	267 820 993	639,1 \$	24,7 \$	222,0 \$	1 356,8 \$	2 242,6 \$	73,0 \$	2 315,6 \$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2019	2018
Activités opérationnelles		
Résultat net	63,0 \$	71,6 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	73,8	48,8
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(12,1)	(8,6)
Impôt sur le résultat différé	13,0	12,4
Crédits d'impôt à l'investissement	(9,4)	(2,7)
Rémunération fondée sur des actions	1,9	(5,1)
Régimes de retraite à prestations définies	4,3	3,0
Autres passifs non courants	(4,2)	(7,7)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(7,0)	(1,5)
Autres	14,5	7,0
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(197,8)	(147,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(60,0) \$	(30,6) \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(7,5) \$	— \$
Ajouts d'immobilisations corporelles	(89,0)	(53,1)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,4	2,3
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(22,7)	(18,0)
Produits nets tirés (paiements nets versés) aux participations mises en équivalence	0,7	(6,1)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(118,1) \$	(74,9) \$
Activités de financement		
Produits nets tirés des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables	192,0 \$	— \$
Produits tirés de la dette à long terme	9,0	66,9
Remboursement sur la dette à long terme	(100,8)	(39,0)
Remboursement sur des obligations locatives	(25,4)	(2,7)
Dividendes versés	(25,5)	(23,1)
Émission d'actions ordinaires	14,3	4,8
Rachat d'actions ordinaires	(2,0)	(6,5)
Autres	(0,3)	(0,2)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	61,3 \$	0,2 \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(7,3) \$	(6,1) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(124,1) \$	(111,4) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	446,1	611,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	322,0 \$	500,1 \$
Information supplémentaire :		
Intérêts payés	14,5 \$	7,6 \$
Intérêts reçus	2,3	4,1
Impôt sur le résultat payé	10,2	11,5